



DÉCLARATION SNETAA-FO CAPN DU 13 DÉCEMBRE 2012

Nous profitons de cette CAPN pour exprimer nos désaccords avec le projet de loi sur la refondation de l'école de la République.

Alors que l'Enseignement Professionnel avait besoin d'un changement profond, concret, répondant à des attentes légitimes comme, par exemple, des propositions permettant des améliorations des conditions de travail, des créations de postes nécessaires aux dédoublements des Heures d'Enseignement Général pour répondre aux besoins des élèves en grandes difficultés, des mesures de nature à stopper la violence qui envahit les établissements, à restaurer l'autorité et le respect des PLP, et ce, au plus haut niveau, des mesures pour supprimer les CCF, pour restaurer un vrai diplôme national ou pour revaloriser les salaires qui sont parmi les plus bas d'Europe, **le projet présenté contient à la fois le maintien des contre-réformes du gouvernement précédent et l'ajout de mesures visant à abîmer le service public d'Education Nationale et le statut des PLP en particulier.**

En effet, le maintien de la mastérisation inapplicable pour un grand nombre de PLP, la carte des formations professionnelles arrêtée et pilotée par les Régions, l'orientation scolaire et les CIO transférés aux Régions, la «territorialisation» de l'Education Nationale, la volonté de développer la formation par apprentissage en permettant aux CFA d'accueillir des jeunes sous statut scolaire pendant 1 an, tout cela au nom d'un soi-disant consensus qui serait issu des «débats» sur la «refondation de l'Ecole», nous obligent déjà à imaginer des moyens d'action forts pour empêcher ce projet de devenir la future loi cadre sur l'Ecole.

Le gouvernement imagine-t-il vraiment que les PLP vont accepter sans broncher la modification de leur statut, de leur cadre de travail et de leur mission ?

Le bon sens voudrait que ces projets soient abandonnés et que s'ouvrent enfin de vraies négociations sur les revendications.

Le SNETAA-FO souhaite également interroger le MEN sur des problèmes spécifiques aux DOM TOM :

- 🗣️ Avez-vous des informations sur le devenir (le statut) de St Martin ?
- 🗣️ La gestion des personnels à destination de Mayotte est-elle appelée à changer prochainement ?
- 🗣️ Qu'en est-il de l'IPSI pour la Guyane, St Martin et St Barthélémy depuis le 30 septembre 2012 (date de fin de validité de dernier décret) ?

En ce qui concerne la CAPN de ce jour, plusieurs points nous questionnent :

- 🗣️ A propos de la promotion d'échelon, nous déplorons l'absence de mesure de rattrapage de la note pédagogique pour les collègues n'ayant pas été inspectés depuis longtemps. Nous attendons une réponse au courrier que nous vous avons envoyé dans ce sens et nous espérons une proposition positive, concrète et rapide de l'Administration.
- 🗣️ Nous regrettons que l'ensemble des documents utiles à la CAPN ne soient pas envoyés automatiquement avec la convocation.
- 🗣️ Nous déplorons également que nos collègues de Nouvelle Calédonie, a priori promus à la hors classe depuis le premier septembre suite à la CAPN du 15 juin, ne soient toujours pas destinataires de leur arrêté à ce jour. Le compte-rendu de cette CAPN, pour nous, n'est pas conforme au contenu de nos débats puisque le PV ne fait aucune référence à la Hors Classe de Nouvelle Calédonie. En outre, nous étions restés sur une liste de promus de 13 personnes, et non pas de 11 comme le MEN nous l'affirme aujourd'hui. Nous refusons donc de valider le PV en l'état.

Malgré ces remarques, le SNETAA-FO souhaite néanmoins remercier les gestionnaires de la DGRH-B2-4 pour leur disponibilité et leur professionnalisme.